

Le Progrès

# Non aux suppressions de postes

**Les rédactions du Progrès, du Journal de Saône-et-Loire (JSL) et du Bien Public (BP) se sont mobilisées ces dernières semaines en faisant grève contre un plan social qui ne dit pas son nom. Avec le triste projet de supprimer ce qui fait l'essence même de la PQR : des postes au sein des agences locales. Après une motion de défiance votée dans l'ensemble du pôle Est Bourgogne Médias (Progrès, JSL, BP) du groupe Ebra, le combat continue en 2024...**

C'est en pleine élection des représentants du personnel (lire page 2) que la colère a grondé au Progrès le 1<sup>er</sup> décembre. Et que la rédaction, face à une direction qui n'a pas d'autre dessein que celui de supprimer de la masse salariale pour faire des économies, s'est mise en grève avec quelque 90 % de participation, comme au Bien Public et au Journal de Saône-et-Loire. La rédaction du Progrès a réitéré le mouvement dix jours après face à une hiérarchie sourde aux revendications. Deux grèves pour dire non au démantèlement des agences locales.

Car tel est le plan d'une direction fantoche, pantin du patron d'Ebra Philippe Carli, qui préfère avoir des robots plutôt que des journalistes dans les rédactions de son groupe : supprimer les agences locales, ce qui fait l'ADN d'un journal de PQR. Le DG n'a rien trouvé de mieux que d'annoncer, à quelques semaines de Noël, la suppression de neuf postes de journalistes, dont six au Progrès, et une réorganisation que personne ne comprend. Aucune vision à court terme si ce n'est des économies sur le dos de sa rédaction. C'est ça le projet !

## Extension du domaine de la lutte

« Lyon est une métropole et les gens ne lisent plus la petite locale. Donc il faut mettre nos forces dans le service départemental du journal », dixit la direction. Résultat : l'agence de l'Est lyonnais perdrait deux postes. Une dinguerie pour ce qui représente la plus grosse agence locale de France. Une gabegie pour un journal de PQR qui a décidé ainsi de perdre son âme.

Du coup, face à une direction ectoplasmique, la rédaction a réagi, elle, en votant à 97 % pour une motion de défiance contre sa rédaction en chef, son directeur de publication

mais aussi le patron du groupe Ebra, fomenteur du démantèlement des agences. Avec le risque, que n'a pas encore bien saisi le grand manitou, d'une extension du mouvement à toutes les autres rédactions.

Car les journalistes en ont marre d'être malmenés et qu'on leur tape dessus dès qu'un titre perd de l'argent alors même que le Crédit Mutuel, actionnaire d'Ebra, fait des bénéfices à grands coups de milliards.

Marre d'être maltraités par Lord Carli Volde-mort qui considère les journalistes comme des producteurs de contenus et ne les aime pas sous prétexte qu'ils ne veulent pas vendre leur âme au diable.

Marre d'être dirigés par un homme qui désormais a pour seul et unique but de remplacer ses journalistes par de l'IA.

Aujourd'hui les journalistes du Progrès sont en colère, ceux du Journal de Saône-et-Loire et du Bien Public leur ont emboîté le pas. Demain à qui le tour au sein d'Ebra ?

Le combat ne fait que commencer car d'autres actions sont prévues en janvier. Tant que la direction ne fera pas machine arrière, les journalistes se mobiliseront à grands coups de casserolades devant le Crédit Mutuel, s'il le faut, pour stopper le démantèlement de nos rédactions. Et garder le sens de notre métier.

**Sandrine RANCY**

La Provence

# Une grève historique

**La suppression de 30 postes a déclenché 4 jours de non-parution.**

L'atteinte aux effectifs de la rédaction n'a pas épargné La Provence. Un peu plus d'un an après son rachat par le patron de la CMA CGM, Rodolphe Saadé, dont l'appétit médiatique s'est concrétisé par la filiale média, Why Not Media, (dirigée par Laurent Guimier), voilà l'entreprise confrontée à un dégraissage orchestré selon deux modalités : la gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP), procédure dans laquelle bon nombre d'éditeurs s'en-

gouffrent, et — pour la rédaction où le SNJ est majoritaire — par la non-reconduction de 30 contrats à durée déterminée.

## Accord de sortie de crise

Après s'être engagé, durant le processus de rachat de La Provence, à remplacer tous les départs en clause de cession — plus d'une soixantaine à ce jour —, voilà que l'actionnaire rétro-pédale, découvrant que les chiffres sont mauvais. Une trentaine d'emplois sont visés par la GEPP. Une saignée présentée, qui plus est, sans concertation aucune, en termes d'organisation de la rédaction.

Il n'en fallait pas davantage pour provoquer un mouvement intersyndical de grève au sein de la rédaction entraînant la non-parution du journal durant quatre jours, ce qui n'était jamais arrivé.

D'après négociations n'auront pas permis de faire renoncer la direction sur cette réduction d'effectifs mais l'accord de sortie de crise prévoyait que la rédaction aura son mot à dire sur la répartition des effectifs qui découlera de ces 30 départs, qui s'étaleront, finalement, jusqu'en septembre 2024. Reste une question : combien d'effectifs en moins, demain, si La Provence perd encore de l'argent ?

**Audrey LETELLIER**

France 3

# Après 34 jours de grève, un profond malaise

**Une intersyndicale (SNJ, CFDT, CGT, FO et SUD) au complet, des centaines de JT et programmes annulés, des actions revendicatives dans toutes les stations régionales: du 8 novembre au 11 décembre, France 3 a connu un mouvement de grève de grande ampleur.**

La mobilisation est déclenchée par le passage en force — en dépit de toutes les alertes des représentants du personnel — du projet "Tempo-Ici", le 4 septembre. Ce jour-là, la direction choisit de supprimer les éditions nationales du 12/13 et 19/20. Ces éditions sont remplacées par des tranches d'information hybrides, diffusées depuis les stations régionales, et renommées Ici 12/13 ou Ici 19/20. En clair: les JT régionaux absorbent les JT nationaux.

Cette décision enterme ce qui restait de la rédaction nationale de France 3, déjà affaiblie par sa douloureuse fusion avec celle de

France 2, puis par la suppression du Soir 3 en 2019. Officiellement, la direction souhaite « renforcer l'offre régionale ». Dans les rédactions de France 3, les équipes déchantent rapidement: problèmes techniques, surcharge de travail, incohérences éditoriales, le projet "Ici" tourne à l'accident industriel.

## Rendez-vous en 2024

Le 8 novembre, un appel à la grève est lancé dans les 24 stations régionales. Les salariés le suivent massivement, autant pour contester le projet "Ici" que pour interpeller la direction sur un malaise persistant à France 3. Pendant les cinq semaines de mobilisation, ils témoignent de leurs difficultés: perte de sens au travail, manque de moyens, absence de reconnaissance, incompréhension devant la stratégie de la direction, crainte de la fusion France 3/France Bleu...

Début décembre, la direction trouve un accord avec la CFDT, la CGT et FO, sur une base de propositions jugées insuffisantes par le SNJ et SUD. Après 34 jours consécutifs de mo-



Le SNJ donne rendez-vous aux collègues de France 3 début 2024. Photo SNJ

bilisation, la grève est finalement suspendue le 11 décembre. Mais la détermination des salariés reste intacte.

Le SNJ donne rendez-vous aux collègues début 2024, pour continuer à défendre une information locale, régionale, nationale et internationale de qualité sur France 3.

Antoine CHUZEVILLE

## Nécrologie

# Disparition de Gilles Kerdreux

**Notre camarade de Ouest-France, qui militait depuis plus de 30 ans au SNJ, est décédé fin septembre.**

Le cancer aura eu raison du plus vaillant camarade du SNJ Ouest-France. Le journal a perdu un excellent journaliste, fin connaisseur du monde dans lequel il vivait, pleinement. Gilles Kerdreux a adhéré à la section dès son embauche, en 1991. Une évidence. Il a été délégué du personnel dans les années 1990, puis à nouveau dans les années 2000. Fin 2019, il avait été élu au CSE et s'était impliqué dans la commission rédaction, avant que la maladie ne l'éloigne des réunions avec la rédaction en chef.

Tout au long de ces trois décennies, militant actif ou en deuxième ligne, on pouvait toujours compter sur lui. Dans l'action syndicale,

il aimait encourager les plus timides des représentants du personnel et modérer les plus exigeants. Il savait viser juste et avait le sens de la formule. Droit dans ses bottes, il n'avait pas peur de se coltiner la direction.

Monsieur Cinéma du journal depuis 17 ans, Ouest-France peut s'enorgueillir de son dernier article sur le film Les Algues vertes, duquel on retient cette phrase: « Il reste incroyable que certains pensent que le silence et le déni valent mieux que la connaissance et la prise de conscience. » Du Gilles dans le texte, attaché à l'humain et aux faits.

Passionné, il avait du talent pour former des jeunes journalistes, dans la rigueur et la bienveillance qui le caractérisaient. Et avait su embarquer nombre de militants dans le combat pour la défense de la profession, mué par un engagement fidèle au SNJ, ne se satisfaisant jamais ni de l'injustice, ni du caporalisme.



Gilles Kerdreux a fait sa carrière de journaliste à Ouest-France. Photo SNJ

Pour le SNJ Ouest-France, c'est un coup dur. Un autre, après les décès d'Anne-Lise, en 2017, et d'Even, en 2020... Mais le show must go on. Gilles est parti en laissant des consignes: « Battez-vous pour faire un meilleur journal, gagnez du temps de réflexion. Restez originaux, inventifs et proches des gens... Et marrez-vous! »